

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19050 - 74ÈME ANNÉE

La fermeté de Donald Trump au sommet de l'OTAN fait tomber les masques des dirigeants européens

**De l'argent pour acheter des armes,
pas pour lutter contre la pauvreté**



La colonisation, puis le refus des colonisateurs de réparer sont des facteurs à l'origine de la crise des migrants.

Lors du dernier sommet de l'OTAN à Bruxelles, Donald Trump a obtenu des dirigeants européens qu'ils augmentent leurs dépenses pour les armées. Les alliés des USA consacreront donc au minimum 2 % de leur PIB pour acheter des armes et entretenir des militaires. Cette décision s'est réglée rapidement, alors que dans le même temps, ces mêmes pays sont bien incapables de respecter un engagement : consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à la solidarité avec les pays qu'ils ont pillés à l'époque où ils les colonisaient.

Lors de la campagne présidentielle aux USA, Donald Trump avait promis qu'il allait demander aux Européens d'augmenter leur contribution au financement de l'OTAN, une organisation militaire créée à l'époque de la Guerre froide et maintenue malgré la dissolution du Pacte de Varsovie. Le but est de diminuer les dépenses militaires des USA en Europe. Arrivé au pouvoir, Donald Trump a mis en pratique sa promesse. Les 11 et 12 juillet derniers, lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles, le président des États-Unis a mis cette question à l'ordre du jour. La situation était tendue, car l'éventualité d'un départ des USA de cette organisation a effleuré les esprits.

Hausse programmée des budgets des armées

Donald Trump a obtenu satisfaction. Le texte de la «Déclaration du sommet de Bruxelles» indique en effet que «tous les Alliés ont commencé à accroître le montant de leurs dépenses de défense en termes réels, et les deux tiers d'entre eux environ ont établi, au niveau national, des plans pour dépenser 2 % de leur produit intérieur brut dans le domaine de la défense d'ici à 2024. Plus de la moitié des Alliés consacrent plus de 20 % de leurs dépenses de défense aux équipements majeurs, y compris la recherche et développement y afférente, et, selon leurs plans nationaux, 24 Alliés atteindront le seuil des 20 % d'ici à 2024. Les Alliés mettent à disposition davantage de capacités plus lourdes et du haut du spectre, dont nous avons besoin, et ils améliorent la préparation, la déployabilité, la soutenabilité et l'interopérabilité de leurs forces».

Cela signifie donc que l'entretien des armées et les dépenses pour l'industrie de l'armement atteindra 2 % du PIB, un engagement pris en 2014 mais pas tenu en raison de la

crise économique. Cette décision intervient alors que les gouvernements européens pour la plupart pratiquent des politiques d'austérité, en affirmant qu'il est nécessaire de réduire les dépenses des États. Cela se traduit par une diminution des droits sociaux, et moins de moyens pour le service public, rempart contre les inégalités.

Dans ces conditions, ces gouvernements montrent qu'ils sont capables de trouver de l'argent pour faire la guerre.

Promesses de solidarité non tenues

La rapidité avec laquelle les Européens ont cédé à la demande de Donald Trump contraste avec leur difficulté à remplir leur devoir de solidarité. Pendant plusieurs siècles, les États européens ont ouvertement pillé le reste du monde en le colonisant. Des peuples ont disparu, des civilisations ont périclité à cause des massacres et des maladies apportées par les colons. Des dizaines de millions de personnes ont été traitées comme des esclaves et leurs pays ont été spoliés d'importantes richesses qui ont contribué à faire de l'Europe et des États-Unis des pays parmi les plus riches du monde.

Au moment de la décolonisation, les victimes de cette exploitation devaient donc reconstruire leurs pays ravagés par l'exploitation coloniale. Les dirigeants des anciens pays colonisateurs ont alors concédé une certaine solidarité : l'aide publique au développement. D'après les Objectifs du développement durable que leurs dirigeants ont signé, les pays riches se sont engagés à y consacrer 0,7 % de leur revenu national brut, ce qui est moins de 1 % de leur PIB. D'après l'OCDE, sur 29 États., seuls le Luxembourg, la Suède, le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark ont respecté leur engagement en 2017. Les USA en sont à moins que 0,2 %, la France aux en-

virons de 0,4 %. En moyenne, ce pourcentage était de 0,32 % en prenant en compte la totalité des contributions des 29 États.

Pour la solidarité avec les pays qu'ils ont colonisés, la plupart des dirigeants occidentaux sont dans l'incapacité de réunir les fonds qu'ils se sont engagés à verser, et cela depuis des années. Or, c'est dans cette défaillance de la solidarité que se situe une des causes de la crise des migrants, qui sont originaires pour la plupart de pays qui ont été pillés par la colonisation.

Il y a de l'argent, mais pas pour les pauvres

Le même constat s'applique pour La Réunion, où le discours tenu lors de la présentation du Livre bleu pour l'outre-mer était d'affirmer la nécessité pour la France d'agir à budget constant, alors que dans le même temps, la population de notre île va augmenter. De plus, le système en place produit de la pauvreté, et pour les victimes de ce système, les services publics et les prestations sociales sont les seuls moyens de survivre. À eux, le gouvernement dit qu'il ne peut pas dépenser plus d'argent, car il faut équilibrer les comptes de l'État.

Mais le sommet de l'OTAN a montré que pour acheter des armes et entretenir des armées, là il est possible de trouver rapidement de l'argent. La fermeté de Donald Trump à l'égard des dirigeants européens a fait tomber les masques.

M.M.

Edito

La pêche réunionnaise mérite mieux qu'une visite éclair

Stéphane Travert est ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche. Les 11 et 12 juillet derniers, il était en visite à La Réunion. La dernière séquence de sa visite a concerné la pêche, c'était le soir avant de prendre l'avion. Cela s'est traduit par un passage à l'usine de transformation Réunioner, et une rencontre à huis-clos avec le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de La Réunion.

Rappelons que La Réunion est une île. Qui plus est, elle se situe dans un océan qui, selon le dernier rapport de la FAO à ce sujet, est un des espaces qui n'est pas touché par la surpêche. Cette situation est d'ailleurs bien comprise par les pêcheurs européens. Après avoir épuisé la Méditerranée et sérieusement entamé les ressources de l'Atlantique, ils sont présents dans la région. C'est également le cas des Asiatiques qui ont également largement puisé dans le Pacifique du Sud-Ouest.

A condition de ne pas reproduire ici la surpêche, notre région peut être une source durable de production de protéines animales. Cela peut constituer un gisement d'emplois pour tous les pays de notre région, dans lequel La Réunion peut avoir sa part. Mais force est de constater que c'est loin d'être le cas. Cela est notamment illustré par la délocalisation d'une partie des activités de la SAP-MER. Le poisson est pêché dans le même océan, mais il n'est plus transformé en totalité à La Réunion.

Pour La Réunion, le développement de la pêche est aussi un moyen d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, en plus d'être une source de nombreux emplois. Mais ce secteur n'a eu droit qu'à une attention pour le moins brève du membre du gouvernement en charge de ce dossier. Sans doute les priorités de la France en matière de pêche ne sont pas celles de La Réunion. Elles visent d'abord à développer le secteur de la pêche en France, qui constitue alors une concurrence pour les pêcheurs réunionnais et cette industrie réunionnaise quand des bateaux venus d'Europe jettent leurs filets dans notre région et transforment le produit de leur pêche ailleurs.

Pour que les Réunionnais puissent pleinement bénéficier du développement de la pêche dans l'océan Indien, ils doivent pouvoir défendre directement leurs intérêts. Cela passe par des compétences supplémentaires, d'où la revendication d'un nouveau cadre basé sur la responsabilité.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Le COMESA « vers une intégration économique numérique »

La partie africaine de l'Accord de partenariat économique concernant La Réunion tient actuellement son sommet à Lusaka, capitale de la Zambie. Il s'agit du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), un ensemble de plusieurs centaines de millions d'habitants, aux frontières de notre île.

Le 20e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) s'est ouvert ce mercredi dans la capitale zambienne, Lusaka, avec des discussions de haut niveau axées sur la transformation de l'économie régionale par l'adoption des technologies numériques et le renforcement de la valorisation de la production et de la création de valeur ajoutée.

Le président zambien, Edgar Lungu, qui a ouvert le Sommet, sur le thème « COMESA : Vers une intégration économique numérique », s'est déclaré convaincu que le bloc économique a pris la bonne décision de s'engager dans l'ère du numérique, comme le reflète le thème du sommet de cette année.

Ce thème a pour objectif de rallier les Etats membres à l'adoption sans restriction des technologies numériques. Le président Lungu a noté que la technologie s'est révélée comme le véritable catalyseur d'une croissance et d'un développement accélérés, quand les institutions, les ressources et les capacités adéquates existent.

"Notre objectif ne doit pas se limiter à aider des individus à se nourrir, mais à créer un environnement favorable qui permette à notre secteur privé de générer les financements nécessaires pour investir dans la création de valeur ajoutée et faire de notre région un centre de la distribution des produits manufacturés.

"Nous ne pouvons pas continuer à nous échanger des matières premières, tout en dépendant de marchés extérieurs au continent africain pour nous approvisionner en produits finis tirés de nos propres ressources issues de notre propre région », a ajouté le président.

Chileshe Kapwepwe secrétaire générale

La Tunisie et la Somalie devraient être admis comme nouveaux

membres du COMESA, portant le nombre de ceux-ci à 21.

Le Sommet de deux jours a également désigné une nouvelle Secrétaire générale, suite à l'expiration du mandat de Sindiso Ngenya, qui quitte le COMESA après l'avoir servi pendant 10 ans. Il s'agit de Chileshe Kapwepwe, ancienne vice-ministre des Finances de la Zambie. Elle est actuellement présidente de la Zambia Revenue Authority (ZRA) et directrice exécutive d'une Organisation non-gouvernementale appelée « Imiti Ikula Empanga ». Elle a également occupé le poste d'administrateur suppléant du FMI à Washington.

Le chef de l'Etat malgache, Hery Rajaonarimampianina, est l'actuel président en exercice du COMESA. Il a lancé officiellement le Rapport annuel du COMESA (2016/2017).

Des chefs d'Etat étrangers assistent au sommet, dont celui du Kenya, Uhuru Kenyatta et du Malawi, Peter Wa Mutharika. Sont également présents, le Premier ministre du Royaume d'eSwantini, ex-Swaziland, Barnabas Sibusiso Dlamini et le vice-président soudanais, Hasabo Mohammed Abdelrahman.

Le choix de la technologie

In kozman pou la rout

« Ou i pé anvoye in moun baladé, si ou lé sir ou nora pi zamé afèr avèk li in zour »

Ala in kozman mi pans li sort droite dann koko in moun saz. Pars finn kont lé vré pou vréman : si, in zour, ou i mète in moun in boush ta guèl. Dann son kèr, li va majine kozman-la : « néna in zour i apèl domin », é kan domin-la v'arivé lé posib ou néna pou gouté. Moin lé sir kisoï dann la politik, kisoï dann biznèss, kisoï ankor dann tout sort ka zot la fine trouv demoun la pa aplik nout provèrb épi zot la rogrété pli d'van. Ma sava pa dir azot lo bann ka mi koné. Final de kont, zot osi zot i koné lo mèm ka ké moin. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Au cadran de ma montre

... La route nimbée par la lumière de la pleine lune, avait la couleur gris bleuté du platine et les fleurs des champs de la fin de l'été embaumaient l'air paisible de leurs parfums, aussi discrets que des rires étouffés".

Par-dessus l'apodose, un brouhaha de haut-parleur me fait lever les yeux du livre me rappelant à sa pesanteur. Je me répète alors tout haut, pour en préserver la magie, la cauda : "des parfums aussi discrets que des rires étouffés... des parfums aussi discrets que des rires étouffés"... Difficile d'atteindre semblable sensation dans le hall de la gare aéroportuaire. Les architectes construisent avec leurs yeux ; ils n'ont pas d'oreilles. Plafond démesuré, à hauteur d'avion, la résonance est telle que tous les bruits se mêlent en un magma confus.

Je me dis : L'acoustique est tellement mauvaise qu'on attend mal.

Dans l'espoir que le temps passe plus vite que je n'en ai la perception, je regarde à mon poignet. Les aiguilles de la montre dessinent un oiseau qui s'envole. Un mot célèbre d'un retraité de luxe me revient : "Si à 50 ans, on n'a pas une Rolex au poignet, on a raté sa vie". Celle que je possède est une Greenwich ridicule avec ses petits brillants qui veulent imiter les étoiles. Elle me plaît bien de fait, car quand je regarde l'heure, j'ai l'impression de la chercher au milieu des constellations.

Le jour où il m'a fallu la choisir au présentoir, j'ai écarté les montres d'homme, trop grosses, trop agressives. L'impression qu'elles me donnaient était qu'elles voulaient m'imposer leur heure. J'ai découvert alors les montres de femme - elles paient moins cher le temps qu'elles ont au poignet, pour la même marque tout au moins.

"9 h 55". Le vol de Paris a du retard. Mercredi devrait être plus court que le jeudi, attendu que Mercure est sensiblement plus petite que Jupiter. L'appréhension me guette à chaque fois, celle où ma fille apparaîtra. Quand elle arrive, c'est le temps à l'envers qui commence, le temps qui remonte. Elle est mon horlogère du temps à rebours.

Edouard Louis raconte, dans "Qui a

tué mon père", que son paternel lui avait offert une montre dégotée à la brocante qui tournait à l'envers, mais qu'il la perdit, et qu'il la retrouva dans la littérature...

"L'Étrange histoire de Benjamin Button" de Francis Scott Fitzgerald qui meuble mon attente raconte l'histoire d'un bébé né vieux, qui va vivre sa vie à l'envers, n'ayant de cesse de rajeunir. Prétexte au novelliste pour dénoncer les convenances, les attentes et les impératifs bourgeois liés aux étapes de la vie - sorte d'anti-Piaget divertissant.

Je n'ai pas besoin de littérature pour remonter le temps : l'idée de la venue de ma fille y pourvoit amplement.

L'Enquêtrice sociale que le juge avait mandaté ignorait que son rapport était particulièrement erroné. Je le lui appris. La présidente de l'association AGIR ENSEMBLE était également au courant que mon épouse de laquelle j'étais séparé déclarait occuper un studio qui au quotidien logeait un jeune couple. Elle ignorait que Madame était enceinte malgré ses dénégations, que son employeur n'était autre que le père de l'enfant qu'elle attendait, que ses soutiens, deux fonctionnaires, qui étaient supposés appartenir à l'association n'en faisaient aucunement partie, qu'ils ne l'avaient jamais été... En retour, l'enquêtrice me fit comprendre qu'elle était en concurrence avec une collègue dépêchée de La Réunion, que son travail somme toute consistait à abonder dans le sens où l'affaire lui était présentée par le juge. Le vice-président du tribunal de Mamoudzou était également président de l'Association des amis de la Corse, dont les affiches ornaient jusqu'aux salles des profs. Il me suffisait d'aller à N'Gouja pour faire sa connaissance. Je ne l'ai pas fait, pensant à tort que la justice était impartiale et juste.

Quand je demandais, arguments à l'appui, la tenue d'une nouvelle enquête sociale, je n'eus aucun retour de ce monsieur qui me confirma par là-même que le juge se dissimule derrière l'enquêtrice.

Il décida de changer la garde de l'enfant sous prétexte que je souhaitais quitter Mayotte en fin d'année, met-

tant fin à un contrat au bout de 3 ans alors que celui-ci tirait sur 4. À aucun moment, il ne mentionnait que le père de l'enfant qu'attendait mon ex-épouse, fonctionnaire, devait lui aussi quitter Mayotte au même moment. Ce dont je n'étais pas informé.

J'envoyais une longue lettre à ce magistrat - à mon sens le meilleur de ce que j'ai pu écrire. Ce texte avait pour titre "Merci, M. Le Juge..." Il évoquait des "gages de moralité" qui sonnaient comme les ultimes mots de Sganarelle dans le "Dom Juan" de Molière. La suite me donna bien raison.

La qualité littéraire de ce courrier fut soulignée par ce magistrat qui déposa plainte contre moi pour outrage. Un dossier étayé d'une cinquantaine de pages fut ma réponse. Le silence qui s'ensuivit m'obligea à relancer l'affaire : je demandais où en était le traitement de la plainte contre moi déposée, désireux de participer à faire toute la lumière sur cette affaire... Je n'obtins qu'un silence plus profond encore. J'appris par suite que ce juge partit en pré-retraite.

Il se trouve que mon ex-épouse se vantait précédemment d'avoir des relations intimes avec un juge et de converser avec lui au moyen d'un appareil que celui-ci lui avait confié, un talkie-walkie dans le but de ne pas laisser de trace. Mayotte, c'est un peu le Far-west de la France.

Quant à la présidente de l'association en qui j'avais une confiance totale, elle qui m'avait demandé de patienter dès le rendu du jugement, trois mois plus tard, alors que j'attendais sa réaction et que je n'avais pas poussé en appel, elle devint assesseur à la cour criminelle. Dégagee de ses responsabilités, craignant sans doute d'avoir été bernée précédemment à l'instar de mon affaire, manière de tourner la page et d'enterrer le passé qui faisait que nombre de muzungus avaient cédé leur villa à Kawéni, elle se fit oublier. Il y avait quelque chose d'une transaction immobilière dans cet acharnement.

Après cela, comment voulez-vous respecter une institution dès lors qu'elle ne se respecte pas elle-même ?

Jean-Baptiste Kiya

Oté

Sinpa madam Grabar Ketarovic ! Modèst é tou, mé kant mèm danzéré

Mi pans, konm moin, zot la bien gard mésyé Macron apré rogard match fotball épi fé son joli avèk in madam bèk roz, avèk in rob a damyé rouz épi blan-lo bann koulèr son péi. El osi apré rogard match : Inn prézidan La Frans, l'ot prézidant La Croatie. Touzis si lé dé téi manz pa dann mèm z'asyète.

Moin lé sir in pé la trouv sa konm in kékshoz bien : lé dé lé jenn, lo dé lété kosté-kosté, dizon zot lété in pé konm toulmoun rodinèr. Mèm, si moin la bien vi dsi lo fas-book demoun téi vant lo madam pars èl la pran in plas dann l'aviyon chartèr pou vni oir lo match é lo prézidan La frans la pran son l'aviyon partikilyé : demoun la dénons lo prézidan, épi la bate la min pou la prézidant.

Moin pèrsonèl, kan moin téi rogard azot, ala bann zidé téi pass dann mon tête : Macron, prézidan bann rish épi razèr d'pint lo droi bann travayèr épi la pansyon bann rotrété, l'ot moin té i domann sinplomman, dann mon kèr : « fanm-la la pa in nazi sa ? ». I di èl lé nasyonalis, èl sré pa in pé pliské sa ?

Madam Kolindar Grabar Ketarovic néna in pé bann zidé troubl dsi lo poinnvizé la politik. Dabor èl la zamé kashyète son l'admirasyon pou lo réjime nazi bann oustashi, in réjime la fé in kantité lo mor an parmi bann juif, bann jitan, bann kominis dann in tan réjime-la té i frikote sèryé avèk Hitler. Kan bann kominis avek Tito la pran pouvoir, bann solda nazii la parti kashyète dann l'Autriche é bann titiste la débisk azot é konm zot i pé atann la fé in kantité d'mor dann z'ot ran. La fé in moniman pou z'ot mémoir é madam la prézidante kan èl lété élu, la parti dovan lo moniman pou fé in diskour... Pou in zour dèye pou son péi solon èl.

Lé vré konm prézidant èl na poin in takonn pouvoir mé si èl i rovandik pa son kalité d'nazi, èl lé bien dann l'éstrème droite é dann in ka konmsa in prézidan La frans i doi méfyé. Frote avèk lo shien ou pé gingn lo pis a moins ké ou néna déza. Sinpa fanm-la in ? Modèst é tou ! Mé danzéré kant mèm !

Justin